



EN MARCHÉ POUR LE DÉSARMEMENT

Confidences d'un Président

J'ai été élu Président de la France au suffrage universel, ce dont je suis naturellement très fier ! Cependant un problème me taraude : les armes nucléaires.

Certes, c'était grisant de me faire hélitreuiller sur un sous-marin nucléaire, mais quels sont les intérêts vitaux qui justifieraient le déclenchement d'une guerre nucléaire ? Comme Giscard d'Estaing, je ne me vois pas donner l'ordre d'un tir d'ultime avertissement avec une arme nucléaire équivalente à vingt fois celle d'Hiroshima et qui conduirait immédiatement en riposte à rayer la France de la carte du monde, voire même, si ce conflit nucléaire s'étendait davantage, rendrait toute vie impossible sur notre planète... N'existe-t-il pas toujours une réponse militaire conventionnelle ou de pression économique à toute situation de crise ? La force de dissuasion nucléaire n'est-elle pas en réalité une illusion potentiellement suicidaire tout en étant un moteur puissant de prolifération ?

De plus, il y a ces traités internationaux qui sont très gênants... Quant au Traité de non-prolifération, son article VI, n'est pas compatible avec la modernisation et le renouvellement prévu de notre arsenal, bien que jusqu'à présent nous ayons réussi à éviter son éclatement.

Le problème est bien différent avec le récent Traité d'interdiction des armes nucléaires, adopté à l'ONU par 122 États le 7 juillet dernier, en cours de ratification ; en effet ce traité stigmatise et rend *illégales* ces armes et leur menace d'utilisation — c'est-à-dire notre stratégie de dissuasion nucléaire —, au regard du droit international. C'est vrai qu'avec nos amis états-unis et britanniques, nous faisons tout pour empêcher son entrée en vigueur, mais il faut bien avouer que nous n'y parviendrons pas...

Il faut bien reconnaître que les obstacles sont de taille : depuis le revirement de la gauche à la fin des années 1970, il n'y a quasiment plus jamais eu de véritable débat au sein de la population, et puis... quid de la *grandeur* de la France ? Sans parler de l'obstacle de mes « amis » du lobby militaro-industriel (CEA-Dam, Dassault, Airbus, Thales, Naval Group, Safran...).

Pourtant, la France n'aurait-elle pas intérêt à changer de stratégie et prendre le *leadership* d'un processus de désarmement nucléaire qui lui permettrait de retrouver cette place originale de la France, un peu comme le général de Gaulle l'a réussi quand il a adopté une posture de non-alignement vis-à-vis des États-Unis et de la Russie durant la guerre froide ?

Sans compter que nous sommes bientôt à la veille des élections européennes avec le risque d'un renforcement

des listes populistes, la perspective d'un monde sans armes nucléaires, ne serait-elle pas un bel idéal fédérateur ? Et surtout cela permettrait de sortir des blocages que rencontre la mise en place d'une défense européenne intégrée du fait que l'arme nucléaire ne peut pas se partager à 27 !

Je pourrais commencer par proposer — d'abord aux 4 autres membres permanents du Conseil de sécurité, puis ensuite aux autres puissances nucléaires — d'entamer des négociations, plutôt que de se lancer chacun dans un programme de modernisation. Pour les inciter, je pourrais annoncer un moratoire sur le programme de renouvellement de l'arsenal, voire même la mise au rebut de la force nucléaire aéroportée. Cela aurait en plus le bénéfice de dégager quelques centaines de millions d'euros bienvenus dans d'autres secteurs d'utilité publique...

Mais l'obstacle majeur à ce processus, ne se trouve-t-il pas au cœur même de la société française ? Je ne peux quand même pas souhaiter qu'une bombe explose par accident pour que l'opinion publique se manifeste en faveur de l'abolition des armes nucléaires, comme elle l'avait fait pour l'arrêt des essais nucléaires — en France, comme au niveau international — quand le président Jacques Chirac les avait repris en 1995 après le moratoire de François Mitterrand...

Comment sortir du dogme de la dissuasion nucléaire et ouvrir un débat sur la question des moyens à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des Français ? La mise en place d'une zone sans armes nucléaires en Europe, comme il en existe ailleurs dans le monde, créerait une situation inédite, obligeant à repenser collectivement les conditions de notre sécurité. Par exemple, le développement d'un partenariat avec la Russie permettrait bien plus de renforcer notre sécurité que le renforcement de l'arsenal militaire, contrairement à la stratégie actuelle de l'Otan.

Le vote fin mars par l'Assemblée nationale de la Loi de programmation militaire 2019-2024 a montré que quelques parlementaires se posaient la question de la pertinence de l'arsenal nucléaire. Ne devrais-je pas les inciter à créer une mission d'information pour lancer le débat, publier des tribunes qui me permettraient ensuite d'intervenir en faveur d'un monde sans armes nucléaires, avant qu'il ne soit trop tard ?

« Emmanuel Macron »

pcc Luigi Mosca et Patrice Bouveret

Stop aux bombes nucléaires US à Büchel

Après 20 semaines en 2016 et 2017, la campagne se poursuit en Allemagne. Depuis le 26 mars jusqu'au 9 août, avec des blocages de la base. Un projet de co-voiturage est lancé depuis Paris pour 3 jours de présence à Büchel (près de Coblenze), durant la semaine internationale qui aura lieu du 10 au 18 juillet.

Venez rejoindre les 2 personnes déjà partantes. Un « effet domino » de suppression des armes nucléaires de l'Otan dans les 5 pays (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Turquie et Italie) est possible.

CONTACT : abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr



INFORMATION

Le point sur le Traité d'interdiction

Le traité d'interdiction des armes nucléaires (Tian) — adopté par l'ONU le 7 juillet 2017 — est ouvert à la signature depuis le 20 septembre. Pour son entrée en vigueur, il faut le dépôt de 50 instruments de ratifications.

Au 15 avril 2018, nous en sommes à :

- **57 États signataires** ;

• **et 7 ratifications** : Saint-Siège, Thaïlande, Guyana, Mexique, Cuba, Palestine et Venezuela.

Les Parlements de l'Autriche et du Costa-Rica ont adopté courant mars le traité et ces deux États devraient déposer prochainement leur instrument de ratification à l'ONU.

Apportez votre aide à la revue *Silence*

Silence fête cette année ses 36 printemps ! La revue a toujours été un fidèle support et relais de nos actions contre l'arme nucléaire. Elle a lancé fin mars une grande campagne de financement participatif afin d'assurer son avenir et de pouvoir réaliser ses projets. L'objectif est d'arriver à 4 000 abonné-es, soit 800 de plus qu'actuellement.

Vous pouvez souscrire à un abonnement ou faire un don, mais aussi découvrir des témoignages de soutien, une vidéo, une frise chronologique et une explication des objectifs de cette campagne sur le site :

<https://www.zeste.coop/fr/decouvrez-les-projets/detail/soutenez-la-revue-independante-silence>



ACTION

Ne financez pas la bombe

Le 6 mars dernier, l'ONG PAX publiait le rapport *Don't Bank on the Bomb – Ne financez pas la Bombe – 2018* qui pointait une augmentation des investissements financiers de 81 milliards de dollars dans la production de systèmes d'armes nucléaires. Toutefois, Susi Snyder, coordinatrice du rapport, a souligné les résultats positifs : « *Le Traité d'interdiction des armes nucléaires a enclenché un mouvement de désinvestissement, qui se concrétise par une augmentation du nombre d'institutions financières qui interdisent tout investissement dans ces entreprises d'armements.* »

Pour la France, le rapport pointe 14 institutions financières qui ont mis à disposition environ 29,8 milliards de dollars aux entreprises fabricants des systèmes d'armes nucléaires depuis janvier 2014.

Parmi elles, la BNP, qui non seulement se cache derrière une politique de non investissement hypocrite, mais qui en plus ne respecte même pas ses propres engagements ! ICAN France et ATTAC ont été reçus le 10 avril par la directrice à la Responsabilité sociale et environnementale de la BNP pour l'inviter à prendre des mesures d'exclusion des entreprises nucléaires.

ACTION DE VIGILANCE POUR L'ABOLITION DES ARMES NUCLÉAIRES

Vendredi 4 mai et 1^{er} juin 2018

jeûne et présence d'interpellation devant le ministère des Armées à Paris

- de 8 h à 9 h, entrée du ministère, 60 boulevard du Général de Gaulle (M° Balard) ;
- entre 9 h et 12 h, rendez-vous au café-tabac « Le Balard », angle place Balard et avenue Félix-Faure ;
- de 12 h à 13 h, entrée du ministère ;
- de 16 h à 17 h, entrée du métro Balard.

En soutien à l'action non-violente sur place, vous êtes invité-e-s à jeûner sur votre lieu de vie ou à être en union de pensée avec les jeûneurs.

Dans un cas comme dans l'autre, faites-le savoir si possible au plus tard l'avant-veille à : marie-claude.thibaud@wanadoo.fr ou au 06 71 60 05 46

Retrouvez les photos des précédentes actions :

<http://abolitiondesarmesnucleaires.org/evenements/>

Nouvelle vigie sur Paris

Des vigies sont organisées sur Paris un mercredi sur deux, de 17h00 à 18h00, place Saint-Michel devant la Fontaine.

PROCHAINES DATES : **mercredi 25 avril, mercredi 9 mai, mercredi 23 mai**, etc.

Cette vigie, se déroule en silence, en noir, avec masques blancs et une banderole ICAN. Des tracts d'information seront distribués aux passants.

Les personnes qui peuvent venir sont invitées à informer en amont de chaque vigie :

thierry.duvernoy1963@hotmail.fr / ou 06 87 30 31 69 (de préférence par SMS).

Si vous voulez organiser une vigie dans votre ville, téléchargez le guide d'information sur notre site :

<http://abolitiondesarmesnucleaires.org/wp-content/uploads/2017/11/DossierVigies1711.pdf>

Abolition est la lettre d'information gratuite publiée par l'association « Abolition des armes nucléaires—Maison de Vigilance », née de la fusion en 2016 de la Maison de Vigilance et du collectif Armes nucléaires STOP.

Pour la recevoir, envoyer une demande à : abolitiondesarmesnucleaires@orange.fr ou par courrier : 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris

Soutien financier par chèque ou virement, IBAN : FR76 4255 9000 6941 0200 3405 334

Directeur de publication : Jean-Pierre Dacheux • ISSN 2554-3407 • Mise en page et impression par nos soins • Dépôt légal à parution • avril 2018